

Burundi : un rapport très mesuré de l'ONU pour maintenir le dialogue avec le pouvoir

RFI, 11/11/2020 Le secrétaire général de l'ONU a rendu public, mardi 10 novembre, un rapport très attendu au Burundi et qui est considéré par des sources onusiennes comme suffisamment modéré pour préserver le dialogue avec un pouvoir burundais souvent qualifié d'intransigent. Ce rapport fait suite à une mission de haut niveau qui a séjourné dans le pays à la mi-septembre en vue d'évaluer la situation à la faveur de l'élection d'un nouveau président cette année.

Antonio Guterres recommande au Conseil de sécurité de garder le statu quo jusqu'à fin 2021, avant de remplacer le bureau actuel de l'envoyé spécial pour le Burundi par un autre mécanisme qui sera négocié entre les deux parties. La recommandation du secrétaire général de l'ONU passe mal pour Gitega, qui estime que la page de la crise de 2015 a définitivement tourné depuis l'accession au pouvoir du général variste Ndayishimiye et qui exige, au cours des mois, son retrait de l'agenda du Conseil de sécurité. Malgré ce point de friction, ce rapport contient de nombreux points de nature à satisfaire le régime du CNDD-FDD, au pouvoir au Burundi. Le secrétaire général de l'ONU juge les premières lignes de son rapport, que le processus électoral de mai dernier a été globalement pacifique et que toutes les parties prenantes en ont accepté les résultats. L'opposition mécontente de voir le pouvoir burundais, au grand dam de l'opposition. Le CNL d'Agathon Rwasa regrette d'ailleurs cette prise de position. Il rappelle que des centaines de ses militants ont été jetés en prison et qu'il n'a jamais reconnu des succès. « Un hold-up électoral ». Autre point, les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, ne sont plus accusés de graves violations des droits de l'homme. Antonio Guterres note qu'il reste un point de controverse dans le rapport qui propose une aide de l'ONU pour leur réinsertion socio-économique. Enfin, après avoir constaté une nouvelle fois que le dialogue interburundais sous les auspices de la Communauté des États d'Afrique de l'Est était le meilleur moyen de résoudre la crise, le secrétaire général de l'ONU suggère de passer à un dialogue dirigé et contrôlé par le Burundi, avec l'appui de la communauté internationale. Cela répond aux vœux exprimés par Gitega depuis cinq ans. « Une situation reste fragile ». Le secrétaire général de l'ONU se veut très encourageant. Il se félicite dans son rapport de la volonté d'ouverture des nouvelles autorités et de nombreux progrès réalisés dans le pays, mais il pointe également une situation restée fragile. « Des éléments essentiels qui garantiraient une paix et une stabilité durables au Burundi restent sans réponse », insiste-t-il, en pointant notamment « les questions de conciliation nationale et d'ouverture de l'espace politique ». La balle est donc clairement dans le camp du pouvoir burundais selon Guterres, qui appelle Gitega à engager des réformes sur les questions clés de gouvernance afin d'ouvrir la voie à un dialogue inclusif avec ses partenaires internationaux.